

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE BLANCHER, 25.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SORBIER, 25, rue Blanche.
(Affranchir).

L'un des gérants, rédacteur en chef :
CAHAIGNE.

Toute la rédaction et l'administration du journal ayant pris part à la grande manifestation d'aujourd'hui, nos abonnés ont été privés du journal; ils nous absoudront en raison du motif; nous leur adressons deux numéros à la fois, — c'est gagner pour avoir attendu.

Paris, 16 mars.

AU PEUPLE.

A toi, bon et grand peuple, à toi l'honneur de la journée! Ton attitude calme et majestueuse, est la récompense la plus digne de ceux qui ont toujours pensé, toujours senti, toujours marché avec toi.

Il fallait donner une leçon suprême à quelques hommes égarés. Tu l'as fait comme tu sais le faire.

Il fallait écraser la guerre civile. Tu ne la voulais pas; en te montrant, noble et fort, les petits ont incliné leur drapeau. Ils ne le relèveront plus.

La journée du 17 mars 1848 tiendra sa place, dans les fastes de l'histoire des peuples, au même titre que le 24 février.

Honneur à toi, grand peuple! Aujourd'hui tu viens de montrer à l'Europe ce qu'est la France et ce qu'elle vaut: indulgente pour les faibles, généreuse envers les vaincus, terrible contre l'ennemi.

Toutefois, ne t'endors pas! Ce n'est pas tout de vaincre, il faut assurer la victoire. Elle est à toi: garde-la bien!

Confiance, confiance au gouvernement provisoire! Confiance entière en Ledru-Rollin, tribun du peuple! Il a noblement exprimé le vœu de la révolution. Ne l'oublions pas.

L'heure de la régénération sociale est venue pour l'Europe. Peuple français, peuple initiateur, tu ne failliras pas à ton devoir.

Vive la République!

J. CAHAIGNE.

Les actions de la Banque de France ont haussé de 180 francs. — Paris est illuminé ce soir,

Etes-vous contents, messieurs les réactionnaires? La démonstration de ce jour répond-elle suffisamment à vos velléités anarchiques? Hier, vous nous aviez envoyé environ cinq mille gardes nationaux, la plupart abusés; aujourd'hui, au simple appel de quelques citoyens, n'ayant d'autres titres que celui d'hommes du peuple, deux cent mille hommes au moins défilent, cinq heures durant, aux cris mille fois répétés de *Vive la République!* à bas la régence et les carlistes! Avez-vous compris enfin?

Ces jours derniers vous disiez: « Où sont donc ces milliers de républicains? Quelques centaines de barricades, puis, à côté d'eux et contre eux, l'immense majorité de la nation. Vainqueurs un jour à force d'énergie et de courage, ils pourront être vaincus demain, surtout si nous voulons bien nous appliquer à répandre sur la révolution sociale de février le jus de pavot qui nous servit si bien en 1830. » Vous triomphiez alors dans le for antérieur, vous berchiez vos doux loisirs sur les oreillers de la régence, dédaigneux assez pour ne pas croire qu'il y avait là, tout près de vous, un peuple non disposé à suivre les routes tortueuses. En vertu du *droit acquis* de parler à 50,000 abonnés, il vous semblait que le monde roulait selon les lois d'engrenage de vos mécaniques, et vos phrases, plus ou moins académiques, paraissaient afficher cette prétention de tout renfermer dans votre cercle. Vainement donnions-nous, dans notre numéro du 14 de ce mois, la statistique des hommes valides formant la population de Paris, ces chiffres, malgré leur exactitude, étaient pour vous comme non avenus, et la semence féconde qui, par vos soins, a si bien fertilisé la France depuis dix-huit ans, devait nécessairement, selon vous, suffire à tous. Avez-vous enfin trouvé le sens de vos belles paroles? Les deux cent mille hommes, au moins, défilant aujourd'hui sous vos yeux avec des visages si calmes, ne vous ont-ils pas appris le mot de la République? Nous étions, disiez-vous naguère, une minorité infime: saurez-vous additionner aujourd'hui?

La monarchie qui vient de tomber sous le mépris avait tout modelé à son image. Le dictionnaire lui-même était changé. Les mots de vertu, d'honneur, de courage, de probité, de dévouement, étaient devenus ridicules; on les conspuait. Soyez roués et fourbes, disait l'un de ces hommes; *enrichissez-vous*, proclamait un second; soyez sages, ajoutait un autre, fléchissez le genou devant nos magnanimes alliés, mais devant eux seulement. Quant à cette population turbulente, à ces aimables faubourgs, qui nous paient 1,500 millions annuels afin d'avoir le droit de ne pas mourir de faim, n'en tenons compte que pour ce qu'ils valent, le chiffre du budget, rien de plus. S'il se plaignent, la garde municipale est là; la garde municipale avec ses cartouches garnies de cylindres en bois non dégrossi et de lambeaux de serge verte.

Que disiez-vous à l'aspect de ces énormités? Moins que rien, car vos phrases, semblables au bruit d'un tonneau retentissant parce qu'il est vide, ne concluaient à rien si ce n'est à l'acceptation du *fait accompli*. S'élevait-on contre le vote malhonnête des 25 millions? Il fallait faire honneur à la signature du roi. Fait accompli. Voilà comment, à force d'obséquiosité courtisanesque, on arrivait à se donner un vernis de popularité par quelques mots que les gens probes, mais

peu clairvoyants, prenaient au sérieux, tandis que, d'un autre côté, on se maintenait bien en cour par les votes. Nous sommes très au courant de ces perfidies politiques, nous qui vous suivons attentivement depuis vingt ans; c'est pourquoi nous criions aux électeurs: Repoussez, repoussez ces hommes sans couleur, sans principes, sans conviction, sans énergie patriotique. Repoussez-les, car ils ne songent qu'à eux, à leur misérable ambition trop has placée pour aller au delà d'eux-mêmes; repoussez-les, surtout aujourd'hui, car en temps de révolution il faut des hommes ayant fait leur testament en entrant dans la carrière, et non des pleutres qui désertent le jour de la bataille après vous avoir donné rendez-vous.

Aujourd'hui nous vous avons sauvés de la guerre civile: ayez assez de bon sens pour vous en souvenir.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire au peuple français.

Citoyens,

A tous les grands actes de la vie d'un peuple, le gouvernement a le devoir de faire entendre sa voix à la nation.

Vous allez accomplir le plus grand acte de la vie d'un peuple: élire les représentants du pays, faire sortir de vos consciences et de vos suffrages non plus un gouvernement seulement, mais un pouvoir social, mais une constitution tout entière! Vous allez organiser la République.

Nous n'avons fait, nous, que la proclamer; portés d'acclamation au pouvoir pendant l'inter règne du peuple, nous n'avons voulu et nous ne voulons d'autre dictature que celle de l'absolue nécessité. Si nous avions repoussé le poste du péril, nous aurions été des lâches. Si nous y restions une heure de plus que la nécessité ne le commande, nous serions des usurpateurs.

Vous seuls êtes forts!

Nous comptons les jours. Nous avons hâte de remettre la République à la nation.

La loi électorale provisoire que nous avons faite est la plus large qui, chez aucun peuple de la terre, ait jamais convoqué le peuple à l'exercice du suprême droit de l'homme, sa propre souveraineté.

L'élection appartient à tous sans exception.

A dater de cette loi il n'y a plus de prolétaires en France.

Tout Français en âge viril est citoyen politique. Tout citoyen est électeur. Tout électeur est souverain. Le droit est égal et absolu pour tous. Il n'y a pas un citoyen qui puisse dire à l'autre: « Tu es plus souverain que moi! » Contemplez votre puissance, préparez-vous à l'exercer, et soyez dignes d'entrer en possession de votre règne!

Le règne du peuple s'appelle République.

Si vous nous demandez quelle République nous entendons par ce mot, et quels principes, quelle politique, quelles vertus nous souhaitons aux républicains que vous allez élire, nous vous répondrons: « Regardez le peuple de Paris et de la France depuis la proclamation de la République! »

Le peuple a combattu avec héroïsme.

Le peuple a triomphé avec humanité.

Le peuple a réprimé l'anarchie dès la première heure!

Le peuple a brisé de lui-même, aussitôt après le combat, l'arme de sa juste colère. Il a brûlé l'échafaud. Il a proclamé l'abolition de la peine de mort contre ses ennemis.

Il a respecté la liberté individuelle en ne proscrivant personne.

Il a respecté la conscience dans la religion, qu'il veut libre, mais qu'il veut sans inégalité et sans privilège.

Il a respecté la propriété.

Il a poussé la probité jusqu'à ces désintéressements sublimes qui font l'admiration et l'attendrissement de l'histoire.

Il a choisi, pour les mettre à sa tête, par tout les noms des hommes les plus honnêtes et les plus fermes qui soient tombés sous sa main. Il n'a pas poussé un cri de haine ou d'envie contre les fortunés.

Pas un cri d'e vengeance contre les personnes.

Il a fait, en un mot, du nom de peuple le nom du courage, de la clémence et de la vertu.

Nous n'avons qu'une seule instruction à vous donner! Inspirez-vous du peuple, imitez-le! Pensez, sentez, votez, agissez comme lui!

Le Gouvernement provisoire, lui, n'imitera pas les gouvernements usurpateurs de la souveraineté du peuple, qui corrompaient les électeurs, et qui achetaient à prix immoral la conscience du pays.

A quoi bon succéder à ces gouvernements, si c'est pour leur ressembler? A quoi bon avoir créé et adoré la République, si la République doit entrer dès le premier jour dans les ornières de la royauté abolie? Il considère comme un de ses devoirs de répandre sur les opérations électorales cette lumière qui éclaire les consciences sans peser sur elle. Il se borne à neutraliser l'influence hostile de l'administration ancienne, qui a perverti et dénaturé l'élection.

Le Gouvernement provisoire veut que la conscience publique règne! Il ne s'inquiète pas des vieux partis; les vieux partis ont vieilli d'un siècle en trois jours!

La République les convaincra, si elle est sûre et juste pour eux. La nécessité est un grand maître. La République, sachez-le bien, a le bonheur d'être un gouvernement de nécessité. La réflexion est pour nous. On ne peut pas remonter aux royautés impossibles; on ne veut pas descendre aux anarchies inconnues; on sera républicain par raison. Donnez seulement sûreté, liberté, respect à tous. Assurez aux autres l'indépendance des suffrages que vous voulez pour vous. Ne regardez pas quel nom ceux que vous croyez vos ennemis écrivent sur leur bulletin, et soyez sûrs d'avance qu'ils écrivent le seul nom qui peut les sauver, c'est-à-dire celui d'un républicain capable et probe.

Sûreté, liberté, respect aux consciences de tous les citoyens électeurs, voilà l'intention du Gouvernement républicain, voilà son devoir, voilà le vôtre! voilà le salut du peuple! Ayez confiance dans le bon sens du pays, il aura confiance en vous; donnez-lui la liberté, et il vous renverra la République.

Citoyens, la France tente en ce moment, au milieu de quelques difficultés financières léguées par la royauté, mais sous des auspices providentiels, la plus grande œuvre des temps modernes: la fondation du gouvernement du peuple tout entier, l'organisation de la démocratie, la république de tous les droits, de tous les intérêts, de toutes les intelligences et de toutes les vertus!

Les circonstances sont propices. La paix est possible. L'idée nouvelle peut prendre sa place en Europe sans aucune perturbation que celle des préjugés qu'on avait contre elle. Il n'y a point de colère dans l'âme du peuple. Si la royauté fugitive n'a pas emporté avec elle tous les ennemis de la République, elle les a laissés impuissants; et quoiqu'ils soient investis de tous les droits que la République garantit aux minorités, leur intérêt et leur prudence nous assurent qu'ils ne voudront pas eux-mêmes troubler la fondation paisible de la constitution populaire.

En trois jours, cette œuvre que l'on croyait reléguée dans le lointain du temps, s'est accomplie sans qu'une goutte de sang ait été versée en France, sans qu'un autre cri que celui de l'admiration ait retenti dans nos départements et sur nos frontières. Ne perdons pas cette occasion unique dans l'histoire; n'abandonnons pas la plus grande force de l'idée nouvelle, la sécurité qu'elle inspire aux citoyens, l'étonnement qu'elle inspire au monde.

Encore quelques jours de magnanimité, de dévouement, de patience, et l'assemblée nationale recevra de nos mains la République naissante. De ce jour-là tout sera sauvé! Quand la nation, par les maux de ses représentants, aura saisi la République, la République sera forte et grande comme la nation, sainte comme l'idée de peuple, impérissable comme la patrie.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.

Citoyens,

Vos décrets du 9 mars ont décidé que les diamants et le domaine de la couronne seraient vendus au profit du trésor de la République. Vous avez autorisé, en outre, l'aliénation d'une partie des bois de l'Etat jusqu'à concurrence de 100 millions.

Bien que ces ressources ne soient pas d'une réalisation immédiate, combinées avec l'ajournement des dépenses les plus prochaines, elles devaient suffire à dégager complètement la situation. Elles y auraient suffi si la confiance s'était plus promptement ralliée.

Aujourd'hui de plus urgents besoins se manifestent. Il ne faut pas s'en étonner, il faut y pourvoir.

Les deux grandes nécessités de la situation sont: le travail, l'armée.

Le travail est suspendu sur un grand nombre de points. Si nous n'y avisons, il le sera partout. De là, plusieurs périls. Pour les ouvriers, la misère; pour les chefs d'industrie, la ruine; pour l'Etat, des troubles inévitables qui achèveraient de tout paralyser, et plongeraient dans un abîme de maux un pays dont la richesse et la puissance ne demandent qu'à grandir.

L'armée ne mérite pas moins d'occuper votre plus sérieuse attention. Avec un égal nombre de troupes, la République est plus forte que le gouvernement déchu. Gardé par la nation tout entière, le Gouvernement provisoire n'a pas besoin d'être entouré d'un cercle de baïonnettes, et si les circonstances venaient à l'exiger, il peut porter en ligne au dehors les bataillons qui auparavant ne servaient qu'à couvrir la royauté. Mais, je puis le dire, car nous avons la certitude d'y remédier avec une suffisante rapidité, de même que les finances, l'armée a subi les atteintes de cette désorganisation que l'on introduisait systématiquement dans tous les services. Il est urgent de lui donner ce qui lui manque. Or, plus cette réorganisation sera prompte, plus elle sera dispendieuse.

Les gouvernements que l'histoire nous montre aux prises avec les difficultés contre lesquelles nous luttons avaient en général sous la main des ressources immédiates et considérables: d'abord la dette flottante, et puis les emprunts.

Après la révolution de Juillet 1830, c'est la dette flottante qui paya les premiers frais d'établissement de la nouvelle dynastie. Dès le commencement de 1831, elle

s'était élevée de 60 millions, en moyenne, à plus de 200 millions. Soutenu par les banquiers que la tourmente avait laissés debout, le nouveau gouvernement pouvait espérer que la voie des emprunts ne lui serait pas fermée.

Nous sommes dans une situation différente. Loin que la dette flottante nous puisse apporter le moindre secours, c'est elle qui crée tous nos embarras financiers, lesquels, à leur tour, réagissent fatalement sur notre situation politique.

Pour les emprunts, nous n'avons voulu, nous n'avons dû faire appel qu'au patriotisme des citoyens. Les banquiers sont impuissants. L'emprunt de 250 millions ne se couvre pas. Sans aucun doute, l'Etat retrouvera toute la puissance de son crédit; mais il faut pour cela deux conditions: la première, que la situation politique se raffermisse visiblement; la seconde, que le trésor public soit complètement dégagé et libre.

Cela étant, je le dis sans détour, parce que, surtout en matière de finances, la première de toutes les habiletés, c'est la vérité, le Gouvernement provisoire doit demander à l'impôt les ressources dont il a besoin.

De quelle nature sera cet impôt? Créons-nous quelque chose de nouveau? Nous bornerons-nous à augmenter partiellement, temporairement, les contributions précédemment établies?

J'aurais voulu soumettre à votre approbation le plan d'un impôt sur le revenu. Juste en principe et plus juste que tous les autres, pour les raisons qui sont aujourd'hui connues de tout le monde, l'impôt du revenu, l'*income-tax*, offre en outre le mérite d'une perception facile. Mais les formalités préalables de l'exécution entraînent de trop grandes lenteurs. Trois ou quatre mois, tout au moins, seraient indispensables pour la confection des rôles. En vous proposant d'en consacrer dès aujourd'hui le principe et de le substituer dans l'avenir à l'impôt actuel, je pense qu'il faut y renoncer pour le moment.

Restait l'impôt direct. Les rôles de 1848 sont faits; ils sont en cours de recouvrement. Par l'addition de 45 centimes au montant des quatre contributions, vous pouvez en peu de temps obtenir les ressources dont la République a immédiatement besoin.

Certes, il eût été désirable d'éviter aux propriétaires ce supplément de charges; mais, après tout, c'est la propriété qui a le moins à souffrir des altérations du crédit. D'un autre côté, la récolte a été bonne; la prochaine s'offre sous les plus favorables auspices; en sorte que la charge sera moins lourde aujourd'hui qu'à une autre époque. La propriété se souviendra, d'ailleurs, qu'elle a aussi contribué en 1851, sous un gouvernement dont les prédécesseurs n'avaient pas épuisé toutes les ressources. J'ajoute que le calme, rétabli par le rétablissement du travail, donnera une plus grande valeur à toutes les propriétés, et que les propriétaires seront ainsi indemnisés de leurs sacrifices.

En conséquence, j'ai l'honneur, citoyens, de soumettre le décret suivant à vos délibérations.

Paris, le 16 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

GARNIER-PAGÈS.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que l'intérêt de la République exige que de puissants secours soient immédiatement donnés au travail, à l'industrie, au commerce;

Considérant qu'il n'est pas moins nécessaire ni moins urgent de réorganiser les forces militaires de la République,

Décète :

Il sera perçu temporairement, et pour l'année 1848 seulement, quarante-cinq centimes du total des rôles des quatre contributions directes de ladite année.

Les centimes portant sur la contribution foncière seront à la charge du propriétaire seul, nonobstant toute stipulation contraire dans les baux et conventions.

Le montant des centimes temporaires sera immédiatement exigible sans qu'il soit besoin de nouveaux avertissements aux contribuables.

Les frais de perception de ces mêmes centimes sont fixés, par les percepteurs, au quart du taux déterminé pour les contributions ordinaires; il ne sera alloué aucuns frais aux receveurs généraux et particuliers.

Fait en conseil de Gouvernement, le 16 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

DEUXIÈME RAPPORT.

Citoyens, Le décret que vous venez de rendre pourvoit directement aux deux grandes nécessités de la situation: le travail, l'armée.

Mais il ne suffit pas d'accroître les ressources positives du trésor, il faut encore le dégrever des charges qui pèsent le plus immédiatement sur lui.

Je veux parler de la dette flottante.

Les deux chapitres de cette dette qui gênaient le plus, qui paralysaient le trésor au moment où j'ai pris en main l'administration des finances de la République, c'étaient les caisses d'épargne et les bons de la caisse de service, les *bons royaux*.

Vos deux décrets sur les caisses d'épargne ont pourvu dans les limites du juste aux besoins réels des particuliers, aux nécessités douloureuses d'une situation que nous n'avons pas faite, qui nous a été brusquement léguée, que nous avons loyalement acceptée.

Quant aux bons du trésor, je n'avais soumis au Gouvernement de la République aucune proposition directe. Voici pourquoi.

L'examen à la fois rapide et approfondi des éléments divers qui composaient alors la situation générale du pays, sous le rapport financier et politique, m'avaient donné l'assurance que les bons du trésor pourraient être successivement retirés de la circulation. Il m'avait paru que le Gouvernement de la République ne pouvait manquer d'obtenir, pour un bon usage, les facilités dont le gouvernement déchu avait si largement abusé. J'avais pensé que quelques-unes des sommes les plus immédiatement exigibles pourraient être reportées sur des époques moins difficiles; et je dois dire que quelques offres m'étaient spontanément parvenues. Dans cette situation, je vous avais proposé et vous aviez décidé que le paiement des bons du trésor ne subirait aucune modification. En effet, depuis le jour de l'installation de la République, nous avons é-

teint 44 millions de bons du trésor.

Depuis quelques jours malheureusement cette perspective s'est un peu troublée. La confiance qui repaissait s'est encore éloignée. Une inquiétude mal fondée a momentanément prévalu. Les exemples d'intelligent patriotisme donnés par quelques hommes ont trouvé peu d'imitateurs. Tous les bons échus ont dû être remboursés en espèces, et il est à craindre qu'il n'en soit ainsi pour la somme totale de ce qui reste encore des émissions antérieures à l'établissement de la République.

Le danger que vous aviez voulu éloigner subsiste donc dans toute son intensité. Je vous propose d'y parer définitivement en décidant que le ministre des finances sera autorisé à offrir aux porteurs la conversion de leurs bons en coupons de l'emprunt national, rente 5 p. 100 au pair, ou leur ajournement à six mois du jour de l'échéance.

Si le Gouvernement provisoire adopte la mesure que j'ai l'honneur de lui soumettre, voici quelle sera désormais la situation de la dette flottante :

Le 24 février, elle était de 872 millions; par votre décret, elle sera réduite à 447,157,600 fr., savoir :

425,000,000	évaluation des sommes exigibles, tant en argent qu'en bons du trésor, à quatre mois et six mois, sur les caisses d'épargne, en vertu du dernier décret.
447,157,600 fr.	

Vous le voyez, citoyens, cette mesure que les hommes les plus compétents s'accordent à réclamer ne blesse réellement qu'un très-petit nombre d'intérêts respectables. Je ne crains point que ceux-là s'en plaignent. La nécessité des sacrifices est dans tous les esprits, dans tous les cœurs. Nous en avons demandé aux petits capitalistes qui alimentent les caisses d'épargne; nous en demandons aujourd'hui aux propriétaires, nous en demandons aux industriels et aux commerçants. Serait-il juste dès lors que les plus riches échappassent à la loi commune? Vous ne le pensez pas: ils ne le voudraient pas.

C'est d'ailleurs un intérêt universel que l'ordre soit rétabli dans les finances. Quand, l'état réel du trésor étant mis en pleine lumière, on y verra régner un ordre solide et durable; quand vous aurez dominé cette crise qui dure en s'aggravant chaque jour depuis plus de quatre ans; quand vous aurez amélioré le sort du peuple par le développement du travail; quand vous aurez donné à tous les intérêts, à tous les droits, la sécurité qui leur est due, n'en doutez pas, la République emportera de haute lutte, par la souveraine puissance de la vérité, la confiance un instant rebelle. Déjà la conscience publique fait un juste départ de la responsabilité. A la monarchie le déshonneur d'une banqueroute inévitable, imminente. A la République l'honneur d'avoir sauvé la France de cette flétrissure. J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le décret suivant :

Le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances,

GARNIER-PAGÈS.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que le gouvernement déchu a légué à la République une dette flottante, immédiatement ou prochainement exigible, et qui, à la date du 24 février dernier, ne s'élevait pas à moins de 872 millions;

Considérant que les *bons royaux*, dont une partie a déjà été acquittée par le trésor de la République, figurent encore dans la dette flottante pour une somme de 274,555,900 fr. (1);

Considérant que ces bons sont en majeure partie la propriété de capitalistes dont les intérêts ne sont pas directement liés à ceux de l'industrie et du commerce;

Considérant que ces bons ne seront pas stérilisés dans les mains des détenteurs, puisque les intérêts continueront d'être servis à raison de 5 p. 100;

Sur la proposition du ministre des finances,

Décète :

A partir du jour de la promulgation du présent décret et jusqu'à la décision de l'Assemblée nationale, les détenteurs des *bons royaux*, créés antérieurement à la date du 24 février 1848, pourront les échanger contre des coupons de l'emprunt national, rente 5 p. 100 au pair. Dans le cas où l'échange ne serait pas accepté, ces bons seront remboursés par le trésor public, en espèces, dans les six mois du jour de leur échéance.

Art. 2. Les bons du trésor émis contre espèces ou en renouvellement de bons échus par le département des finances, depuis l'établissement de la République, seront de plein droit remboursés en monnaie légale.

Art. 3. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 16 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

TROISIÈME RAPPORT.

Citoyens, Vous avez décidé : 1° que les ressources disponibles du trésor seraient augmentées; 2° que les charges qui pèsent le plus immédiatement sur les finances de la République seraient allégées.

Vous avez pris ces mesures dans le but de sauvegarder l'indépendance de la République, et de lui fournir les moyens de développement qui lui manquent.

Recueilli dans le pays tout entier, l'argent que vous levez doit retourner au pays, multiplié par une circulation savante et féconde.

La souffrance est partout: il faut que le remède soit porté partout.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le décret suivant.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

GARNIER-PAGÈS.

(1) Il y a en plus 16,255,500 fr. en bons affectés à l'amortissement.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Vu le décret en date de ce jour, qui décide l'imposition de 45 centimes additionnels sur le montant des quatre contributions directes;

Considérant que l'un des premiers devoirs du Gouvernement de la République est de porter remède aux maux qui depuis quatre années désolent l'agriculture, l'industrie et le commerce;

Considérant que la plus urgente nécessité de ces trois éléments de la richesse publique, c'est le crédit;

Considérant que la plupart des établissements de crédit privé sont aujourd'hui paralysés;

Considérant qu'il importe de fournir aux industriels le moyen d'assurer la continuation du travail aux nombreux ouvriers employés dans les ateliers;

Décète :

Art. 1^{er}. Une somme de soixante millions est mise à la disposition du ministre des finances.

Art. 2. Cette somme de soixante millions sera répartie entre les divers comptoirs qui, aux termes et suivant les dispositions de notre décret du 9 mars 1848, seront successivement formés à Paris et dans les départements, dans tous les grands centres agricoles, industriels et commerciaux.

Art. 3. La répartition sera basée sur la nature particulière et l'importance proportionnelle des besoins des localités.

Art. 4. Le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 16 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Vu les décrets des 27 février et 12 mars courant, qui ont prononcé la dissolution du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris,

Arrête :

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris, réglera définitivement le budget municipal en recettes et en dépenses.

Paris, le 16 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire déclare que le décret qui a eu pour objet de faire rentrer dans la masse générale de la garde nationale les anciennes compagnies de grenadiers et de voltigeurs n'a été pris qu'après mûre délibération, par le Gouvernement tout entier, et après l'avis de l'état-major.

Le sentiment de l'égalité a motivé cette mesure, qui se justifie, du reste, par les considérations les plus hautes d'ordre public.

Accorder à telle ou telle compagnie la faculté de se recruter elle-même et de conserver ses anciens cadres, ce serait l'accorder à toutes: bientôt les compagnies se recruteraient tantôt par convenance personnelle, tantôt par convenance de service et bientôt peut-être par affinité d'opinion; on établirait ainsi un germe d'inégalité parmi les citoyens, on aurait plusieurs familles séparées dans une famille; l'unité et la fraternité en souffriraient également.

Le bon sens des citoyens reconnaitra que le Gouvernement républicain ne saurait admettre une institution fondée sur de telles bases.

Le Gouvernement provisoire regrette que cette mesure mal comprise ait excité dans la garde nationale des manifestations contraires à l'ordre public.

Il rappelle à tous les citoyens qu'il entend délibérer et exercer le pouvoir dans la plénitude de sa liberté; toute pression intérieure, d'où qu'elle vienne, trouvera le Gouvernement provisoire décidé à maintenir les résolutions qu'il a prises et qui lui sont dictées par ses principes, dont il ne déviara pas.

Le Gouvernement provisoire est accessible à toutes les réclamations; il s'écartera des vœux, des lumières des citoyens, dont son pouvoir provisoire est l'expression; il n'a d'autre force que ce concours; mais ce concours est d'autant plus puissant qu'il est plus calme, et son action, légitimement influente quand elle se produit sous la forme de conseil, rend la résistance du Gouvernement nécessaire quand elle ressemble à une menace ou à une force.

Fait à l'hôtel de ville en conseil de Gouvernement, le 16 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris;

Vu le décret du 15 courant, portant (art. 2) que les grenadiers et les voltigeurs de la garde nationale seront immédiatement inscrits sur le contrôle de la compagnie à laquelle ils appartiennent par leur domicile; Considérant que dès lors il y a lieu d'augmenter le nombre des compagnies dans chaque bataillon, et de répartir entre elles, aussi également que possible, le nombre des gardes nationaux;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les circonscriptions actuelles de compagnies, dans toutes les légions de la garde nationale de la Seine, sont abolies.

Art. 2. Dans chaque arrondissement de Paris, il sera procédé par le maire, en conseil de recensement, à de nouvelles délimitations, de manière à former, dans chaque bataillon, des compagnies d'un effectif à peu près égal: le nombre de ces compagnies sera de huit au plus.

L'arrêté pris par le maire à cet effet sera soumis à mon approbation et affiché dans l'arrondissement avant les élections générales.

Art. 3. Les numéros d'ordre des compagnies d'un même bataillon seront tirés au sort par des délégués de ces compagnies.

Ce tirage aura lieu en séance publique, sous la pré-

sidence du maire, qui en dressera un procès-verbal dont copie me sera transmise.

Art. 4. Les dispositions des deux articles précédents sont applicables à chacune des communes de la banlieue où la garde nationale forme actuellement un bataillon communal.

L'arrêté pris par le maire pour l'exécution de ces articles sera soumis à l'approbation du délégué de la mairie de Paris près l'arrondissement : il me sera adressé copie de cet arrêté avant sa publication.

Art. 5. Pour chaque bataillon cantonal, le nombre des compagnies sera fixé par arrêté du délégué de la mairie de Paris près l'arrondissement.

Le nombre des compagnies pourra être porté à huit, si l'effectif des gardes nationaux inscrits dans les diverses communes l'exige.

Les arrêtés des délégués près les arrondissements ruraux seront soumis à mon approbation.

En exécution de ces arrêtés, le maire de chaque commune fixera, en conseil de recensement, les circonscriptions des diverses compagnies, de façon à répartir d'une manière à peu près égale, entre toutes, l'effectif des gardes nationaux inscrits.

Les arrêtés des maires seront soumis à l'approbation du délégué près l'arrondissement : ce délégué nous en transmettra copie.

Les numéros d'ordre des compagnies, dans les bataillons cantonaux, seront fixés d'après l'ordre des communes, en prenant pour point de départ celle qui se trouve le plus près de Paris.

Les numéros d'ordre attribués, en vertu de cette disposition, par arrêté du délégué près l'arrondissement, à chacune des communes composant le bataillon, seront tirés au sort par les délégués des compagnies de la commune.

Ce tirage aura lieu, en séance publique, sous la présidence du maire, qui en dressera un procès-verbal dont copie sera adressée au délégué près l'arrondissement, pour m'être transmise.

Art. 6. Les maires des douze arrondissements et les délégués de la mairie de Paris près les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 mars 1848.

ARMAND MARRAST.
Pour ampliation :
Le secrétaire général,
FLOTARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce,

En vertu du décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848, dont la teneur suit : « Les affaires d'administration courante, qui, dans l'état actuel de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, seront valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissent. »

Considérant qu'il est utile de modifier l'organisation de la société nationale et centrale d'agriculture ;

Vu le mémoire qui a été remis, à ce sujet, par le bureau de ladite société, et adoptant les propositions qui y sont relatées ;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du jour de la promulgation du présent arrêté, la société nationale et centrale d'agriculture est constituée en huit sections, comprises dans deux divisions principales ; le nombre de ses membres sera porté de 40 à 52, répartis entre les deux divisions et les huit sections, conformément au tableau suivant :

1 ^{re} division. — Sciences agricoles, 33 membres.	
1 ^{re} sect. Grande culture, dix membres.	10
2 ^e — Cultures spéciales, six membres.	6
3 ^e — Arboriculture forestière, cinq membres.	5
4 ^e — Economie des animaux, huit membres.	8
5 ^e — Economie, statistique, législation agricoles, six membres.	6
2 ^e division. — Sciences appliquées à l'agriculture, 17 membres.	
1 ^{re} sect. Sciences physico-chimiques agricoles, six membres.	6
2 ^e — Histoire naturelle agricole, six membres.	6
3 ^e — Mécanique agricole, irrigations, cinq membres.	5
Nombre total des membres résidents.	
52	

Sur les huit membres composant la section d'économie des animaux, trois au moins seront choisis parmi les agriculteurs s'occupant eux-mêmes de la production du bétail.

Art. 2. La société procédera aux élections nouvelles en nommant un membre tous les deux mois, et s'adjoignant ainsi, en deux ans, les douze membres complétant le nombre total des cinquante-deux membres qui doivent désormais former la société centrale. Une délibération de la société fixera l'ordre dans lequel se feront les élections nouvelles.

Durant cet intervalle de temps, les nominations par suite de vacances accidentelles auront lieu comme à l'ordinaire.

Art. 3. Toutes les élections des membres résidents se feront conformément aux dispositions suivantes :

La section présentera deux candidats au moins, suivant un ordre de mérite appuyé par un rapport écrit. Chacun des membres de la société aura le droit de présenter un autre candidat, après avoir communiqué à la section l'adjonction qu'il propose, et les titres du candidat, spéciaux à la section. La société pourra admettre ou rejeter l'adjonction proposée.

La présentation et la discussion des titres auront lieu en séance secrète ; l'élection se fera dans la séance suivante, sans qu'au préalable la liste ait été réduite à deux noms. Mais, sur une convocation spéciale, la moitié, plus un, des membres résidents devront être présents pour valider l'élection, qui aura lieu à la majorité absolue des suffrages.

Art. 4. La société nationale et centrale d'agriculture tiendra ses séances ordinaires une fois tous les huit jours. Chacune des séances durera deux heures.

Art. 5. Tous les articles des règlements antérieurs de

la société qui ne sont pas contraires à ceux du présent continueront à être observés.

Fait à Paris, le 16 mars 1848.

BETHMONT.

Par arrêté du Gouvernement provisoire en date du 16 mars, ont été nommés :
Premier avocat général à la cour d'appel d'Orléans, M. Petit, avocat d'Amiens, en remplacement de M. Diard ;

Président du tribunal de première instance de Lannion (Côtes-du-Nord), M. Tassel (Hippolyte), avocat, en remplacement de M. Valette, démissionnaire ;
Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Pont-Audemer (Eure), M. Moisan, avocat à Pont-Audemer, en remplacement de M. Roger, non acceptant ;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Dunkerque (Nord), M. Courtin, commissaire du Gouvernement près le siège de Lille, en remplacement de M. Camescasse.

— Par arrêtés de la même date, ont été nommés :

Juge de paix du canton de Thoiry, arrondissement de Saint-Lô (Manche), M. Danican (Hyacinthe), avocat, en remplacement de M. Danican père, admis à faire valoir ses droits à la retraite, par suite d'infirmités ;

Juge de paix du canton de Saint-Jean-de-Daye, arrondissement de Saint-Lô (Manche), M. Leturc, avocat, en remplacement de M. Lecocq ;

Juge de paix du canton de Tessy, arrondissement de Saint-Lô (Manche), M. Lecorps-Dumont, suppléant actuel, en remplacement de M. Duval-Duperron ;

Juge de paix du canton de Saint-Clair, arrondissement de Saint-Lô (Manche), M. Delacour jeune, ancien avoué, en remplacement de M. Bailhache, appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix du canton de Marigny, arrondissement de Saint-Lô (Manche), M. Lebrun (Théodore), maire de la commune d'Hébécreon, en remplacement de M. Heudeline ;

Juge de paix du canton de Périers, arrondissement de Contances (Manche), M. Bailhache, juge de paix du canton de Saint-Clair, en remplacement de M. Avril, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Suppléants du juge de paix du canton de Tessy, arrondissement de Saint-Lô (Manche), MM. Gohier-Lavillière, notaire, et Voisin (Zacharie), en remplacement de MM. Lecorps-Dumont, nommé juge de paix, et Loyer ;

Juge de paix du canton de Vintzenheim, arrondissement de Colmar (Haut-Rhin), M. Darbas, juge de paix à Sainte-Marie-aux-Mines, en remplacement de M. Derminier, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

Juge de paix du canton de La Ferté Saint-Aubin, arrondissement d'Orléans (Loiret), M. Potier (Auguste), en remplacement de M. Berthier-Bardon ;

Juge de paix du canton d'Ouzouer-sur-Loire, arrondissement de Gien (Loiret), M. Pasquier, avocat, en remplacement de M. Salats, appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix du canton est d'Orléans (Loiret), M. Gaslin (Louis-François), ancien avoué, en remplacement de M. Champignon, non acceptant ;

Juge de paix du canton de Malesherbes, arrondissement de Pithiviers (Loiret), M. Denis, ancien avoué à Fontainebleau, en remplacement de M. Vautard ;

Suppléants du juge de paix du canton de Malesherbes, arrondissement de Pithiviers (Loiret), MM. Couppe, ancien notaire à Malesherbes, et Huitteau, maire de cette commune, en remplacement de MM. Leclerc et Vauzy ;

Suppléant du juge de paix du canton du Jargeau, arrondissement d'Orléans (Loiret), M. Ranvoizé, notaire à Sandillon, en remplacement de M. Miraux, appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix du canton de Gourdon, arrondissement de ce nom (Lot), M. Lefeuvre (Auguste), en remplacement de M. Glandin ;

Juge de paix du canton de Martel, arrondissement de Gourdon (Lot), M. Schaefer (François), en remplacement de M. Foulhiade ;

Juge de paix du canton de Lesmes, M. Robinet (Etienne-Louis-Nicolas-Joseph), propriétaire, en remplacement de M. Oudille, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

Juge de paix à Blidah (Algérie), M. Génot (Jules-Ferdinand Auguste), avocat à Rouen, en remplacement de M. Paris, appelé à d'autres fonctions.

— L'arrêté du 14 mars 1848, par lequel M. Musnier (Achille), ancien avoué, a été nommé juge de paix du canton sud de Versailles (Seine-et-Oise), en remplacement de M. Allain, est rapporté.

— Le Gouvernement provisoire vient de prendre un arrêté qui révoque de ses fonctions M. Lacaze, commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Libourne (Gironde).

La proclamation suivante a été affichée ce matin :

COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

pour les élections à

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Citoyens,

Le salut de la République dépend de l'assemblée nationale.

Il faut que l'assemblée nationale représente le sentiment et la volonté du peuple.

Tous nos efforts doivent donc tendre à nommer pour représentants du peuple des républicains décidés à faire triompher la cause de l'égalité.

Nous n'avons encore que le nom de République, il nous faut la chose.

La réforme politique n'est que l'instrument de la réforme sociale.

La République devra satisfaire les vœux des travailleurs et abolir le prolétariat.

C'est pourquoi les patriotes soussignés ont institué un comité central qui fait appel à tous les vrais républicains, afin de constituer des comités spéciaux dans tous les arrondissements de Paris.

La réunion générale aura lieu aujourd'hui 18 mars salle molière

Vive la République !

Barbès, Cabaigne, Louchet, Bonnias, Pilhes, Sobrier, Thoré, Bianchi, Raison, Martin Bernard, L'Héritier de l'Ain, Grammesnil.

La proclamation suivante a été affichée hier :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Peuple a été héroïque pendant le combat, généreux après la victoire, magnanime assez pour ne pas punir...

Il est calme, parce qu'il est fort et juste...

Que les mauvaises passions, que les intérêts blessés se gardent de le provoquer !...

Le Peuple est appelé aujourd'hui à donner la haute direction morale et sociale.

Il est de son devoir de rappeler fraternellement à l'ordre ces hommes égarés qui tenteraient encore de se maintenir en corps privilégiés dans le sein de notre Égalité.

Il voit d'un œil sévère ces manifestations contre celui des ministres qui a donné tant de gages à la Révolution.

Que le Peuple se rassemble donc aujourd'hui, à dix heures, sur la place de la Révolution ; qu'il exprime sa volonté.

Nous avons versé notre sang pour la défense de la République ; nous sommes prêts à le verser encore.

Nous attendons avec confiance la réalisation des promesses du Gouvernement provisoire.

Nous attendons... nous qui manquons souvent du nécessaire...

A cette heure, ceux qui marchent contre la révolution, ouvertement ou sourdement, commettent un crime de lèse-humanité.

A nous donc, Citoyens ! Allons au Gouvernement provisoire l'assurer de nouveau que nous sommes prêts à lui donner notre concours pour toutes les mesures d'ordre, d'unité et de salut public.

Vive la République !

Aujourd'hui, à dix heures, place de la Révolution.

Sobrier, Cabaigne, Pilhes, Rozières, Ganneau, Lechallier, Imbert.

Depuis deux ou trois jours, des rassemblements ont lieu dans tous les quartiers de Paris, des groupes nombreux stationnent et discutent sur les boulevards, sur les quais, dans les carrefours, partout. Assurément, les citoyens de toutes les opinions ont le droit de les manifester en quelque lieu, en quelque temps que ce soit ; mais il faut cependant faire céder ce droit de libre manifestation devant les considérations supérieures de confiance et d'ordre publics. Les groupes, dans les conjonctures actuelles, sèment l'agitation, le trouble, la défiance ; ils viennent merveilleusement en aide aux menées perfides et souterraines des réactionnaires, peu nombreux, mais acharnés. Aussi les bruits les plus absurdes se répandent-ils dans une certaine classe de citoyens et y trouvent-ils crédit. Mais que ces citoyens se rassurent ; le peuple veille et le gouvernement aussi. Des ouvriers, hier au soir, se sont spontanément formés en patrouilles actives, pour inviter les citoyens réunis sur la voie publique à se disperser et à ne pas entraver la circulation. Les ouvriers donneront leur concours à toutes les mesures prises pour débayer la route où doit marcher, grande et forte, la République naissante ; tous les bons citoyens comprendront que la confiance et le calme sont nécessaires à la sécurité de tous et dans l'intérêt de chacun. Quant aux séditions, aux ennemis de la nation, ils se trouveront isolés, et l'on aura bon marché d'eux.

Compte rendu des Clubs.

LISTE DES NOUVEAUX CLUBS.

Société démocratique de la Villette, à la Villette.
Club des Amis de la République, citoyen Cugnot président, à Vaugirard.
Club à Charonne.
Club Popincourt, rue de la Roquette, 80.
Club des Prévoyants, rue de l'Arcade.
Club rue Fontaine-Saint-Georges, 2.
Club pour les élections de la garde nationale, boulevard Montmartre, 10.
Club rue du Faubourg-Saint-Antoine, 169.
Club Popincourt, rue Saint-Ambroise, 4.
Club de la République centrale, président Blanqui, salle du Prado.
Club de Gentilly, barrière d'Italie, 90, à Gentilly.
Club Popincourt, dit des Vigilants, rue Amelot, 60.
Club de Chaillot, école communale des filles, à Chaillot.
Club du Progrès, président Deligny, à Montmartre.
Club de l'Atelier, rue des Maçons-Sorbonne, 15.
Club de Neuilly, rond point de la Porte-Maillot, à Neuilly.
Club de Bercy, port de Bercy, 74, à Bercy.
Club des Travailleurs du neuvième arrondissement, rue Saint-Antoine, 104.
Club de la Fraternité universelle, président citoyen Bouix, ecclésiastique, rue du Bac, 75.
Club de la Fraternité, rue du Cherche-Midi, 65.
Comité central pour les élections, Lescure président, bazar Bonne-Nouvelle.
Club des Hommes libres, rue Saint-Honoré, 219 bis.
Club des Amis fraternels, id.
Club du Triomphe, id.
Club dans une salle de la grande cour de l'Institut.
Club du douzième arrondissement, dans une salle de l'établissement des Sourds-et-Muets.
Club salle Chabrol, marché Saint-Laurent.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

Présidence du citoyen Le Fèvre.

Séance du 15 mars. — Au début de la séance, le citoyen Le Fèvre, président, a pris la parole pour rendre compte à l'assemblée de la mission qui lui avait été confiée, à lui et au citoyen Gadon, auprès du comité central des clubs réunis. — Le citoyen Langrand, secrétaire, a fait lecture du procès-verbal de la séance

d'hier, et la discussion a été immédiatement ouverte sur une proposition du citoyen Gaëon ayant pour but d'intervir le mode des élections de la garde nationale. Cette proposition, après avoir été débattue, a été adoptée à une immense majorité.

L'ordre du jour appelle la discussion de plusieurs propositions présentées par des membres qui ne sont pas présents. — Le président demande si quelque membre a une motion à faire à l'assemblée. Aucun citoyen n'ayant demandé la parole, le président la prend pour demander que les dépêches dans les ministères ne soient confiées qu'à des citoyens d'un civisme et d'un patriotisme éprouvés, à des républicains de la veille et non du lendemain.

Le citoyen Navoisseau combat cette proposition, qui est néanmoins adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Chapelier, ouvrier mécanicien, fait au club une communication importante. Des propositions ont été faites par certains individus suspects aux ouvriers de son atelier et à ceux d'autres établissements pour faire une démonstration en masse auprès du Gouvernement provisoire. Le motif de cette démarche est la demande d'ajournement à un temps plus éloigné des élections parlementaires. Ce motif n'est qu'un prétexte pour cacher des menées anarchiques.

Le citoyen Langrand appuie cette motion et avertit le club qu'il a été témoin lui-même de scènes de violence semblables dans la rue Montmartre. Il importe que les bons citoyens se concertent pour déjouer ces trahisons. Tous les membres du club sont invités à se rendre exactement demain à la séance pour procéder à la discussion de ces dernières questions. Le citoyen président lève ensuite la séance. Il est neuf heures.

Le président, E. LE FEVRE.

CLUB DE L'UNION DES CLERCS.

Le dimanche 12 mars 1848, environ 500 clercs des études d'huissier de Paris se sont réunis au palais de justice pour s'entendre sur la ligne de conduite à suivre par tous les clercs dans les circonstances présentes.

La question d'organisation du travail a surtout vivement préoccupé tous les membres de la réunion.

Un comité de 12 membres, dont 5 maîtres clercs et 7 clercs ordinaires, a été sur-le-champ organisé.

Le citoyen Remoiville, nommé par acclamation président du comité de l'assemblée, a prononcé le discours suivant :

« Messieurs, « Bien que notre réunion n'ait pas aujourd'hui un but politique, permettez-moi, avant de vous entretenir de vos intérêts, de payer un juste tribut d'hommage et de regret aux généreux citoyens morts pour la liberté.

« Tous nous devons être aussi remplis de reconnaissance pour ces citoyens courageux qui, le jour même de la victoire, ont accepté la mission glorieuse, mais pleine de difficultés et de périls, de diriger le gouvernement de la chose publique.

« Hommes aussi désintéressés qu'énergiques, ils sauvegarderont contre tous, n'en doutons pas, le berceau de la République naissante.

« Maintenant, messieurs, nous sommes tous citoyens véritablement égaux. Mais, ne l'oubliez pas, la Providence, en nous guidant dans la conquête de ce droit qui appartient à l'homme depuis le premier jour, nous a imposé l'obligation d'être sages.

« Je vous exhorte au calme et à la sagesse. La sagesse, c'est un principe qu'il faut féconder de plus en plus, car seul il peut nous sauver dans cette ère nouvelle.

« Soyons chacun le législateur de la chose publique; modifions, mais ne détruisons pas : notre existence, comme individus et comme nation, est à ce prix.

« Que chacun propose sagement. Du choc des idées jaillira la lumière.

« Votre comité sera votre soleil; soyez tous ses rayons.

« La République, ce n'est pas la destruction, c'est la protection de tous. Elle protégera le maître et l'ouvrier, le capital et le travail, parce que ce sont les deux éléments indispensables de la société. *Vive la République!* »

Après ce discours, religieusement écouté, la réunion s'est dispersée dans le plus grand ordre. Le président a manifesté l'espoir de voir tous les clercs s'associer à sa généreuse pensée.

Une réunion générale sera bientôt convoquée.

CLUB POPINCOURT.

Séance du 16 mars 1848. — L'assemblée a décidé à l'unanimité qu'aux élections de la garde nationale, elle ne donnera son suffrage à aucun candidat, quel que soit son grade, s'il n'a préalablement signé sur un registre, spécialement affecté à cet usage, l'acceptation du mandat impératif dont la teneur suit :

« Nous prenons l'engagement, au nom de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité, de faire tous nos efforts, d'user de toute notre influence, pour faire inscrire en tête de la nouvelle constitution la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, à laquelle nous déclarons adhérer de tous points et sans aucune restriction.

Si, dans une circonstance grave, la majorité reconnaissait que l'un d'entre nous a manqué à l'un de ces engagements, il donnera immédiatement sa démission.

Le président, MAIGRETT.

Le secrétaire, V. CHUPRON.

Paris, le 16 mars 1848.

Etranger.

ITALIE.

Naples, 24 février. — Le roi a prêté serment à la constitution. Ibrahim-Pacha et l'amiral Parker assistaient à la cérémonie. On a vu avec déplaisir que le drapeau tricolore arboré au château royal, à la première salve d'artillerie, était en lambeaux et qu'il a disparu aussitôt.

26 février. — La nouvelle du bombardement de Messine a soulevé de nouveau les passions. La ville retentissait d'imprécations contre le ministère.

Frontières d'Italie, 5 mars. — Un camp de réserve de 30,000 hommes sera formé aux environs d'Udène, ce

qui porte l'effectif des forces de l'Autriche en Italie à 150,000 hommes.

Milan. — On fortifie le château et l'on garnit les remparts de forts et de tours.

Turin, 4 mars. — A midi, un courrier est parti pour Paris. On le dit porteur de la reconnaissance de la République française.

— Le marquis de Laurentie Pareto, chargé par le roi de Piémont de composer un nouveau ministère, est arrivé le 9 mars de Gènes à Turin, et dès le lendemain il avait fait agréer les choix suivants : le comte Balbo, ministre des affaires étrangères et président du conseil ; M. Lisi, ministre de la guerre ; M. Selopis, ministre de la justice ; M. Guilio, ministre de l'instruction publique ; M. Pareto, ministre de l'intérieur ; M. Ricci, ministre des travaux publics, et M. Cavour, ministre des finances.

Messine. — Nous avons sous les yeux une lettre de Messine, du 29 février, qui donne quelques détails sur le dernier bombardement qu'a souffert cette malheureuse cité. Le peuple s'est battu héroïquement, et en moins d'une heure il a emporté tous les forts détachés ; les troupes ont dû se retrancher dans la citadelle, en laissant le terrain jonché de morts. Les pertes du côté des citoyens sont relativement minimes. La ville elle-même n'a pas autant souffert que pourrait le faire penser la durée du bombardement, grâce à la solidité des constructions. Le Porto-franco ou entrepôt des marchandises étrangères a été incendié par les soldats royaux, sans nécessité, et seulement pour se venger de leur défaite ; l'artillerie de la citadelle empêchait les citoyens d'approcher de l'incendie pour en arrêter les progrès. Néanmoins quelques magasins n'ont été atteints ni par les flammes ni par les bombes. Le correspondant de Messine donne même les noms des magasins perdus, la plupart desquels contenaient des produits chimiques, des étoffes et des articles de Paris.

Le bruit courait à Naples, le 6, que la citadelle, réputée imprenable, avait été prise d'assaut à l'aide du renfort venu de Palerme.

En Piémont, toutes les troupes sont dirigées sur la frontière du Tessin et du Pô, où les hostilités sont imminentes.

ESPAGNE.

A la date du 8 mars, Madrid était en complète agitation. On parlait d'arrestations mystérieuses opérées dans cette capitale et dans d'autres villes importantes. Narvaez cherchait à gagner l'esprit des troupes et à les préparer à servir d'instruments à des projets de réaction et de violence.

Les Français établis à Madrid ont ouvert, dans les bureaux de l'*Espectador* et du *Siglo*, une souscription en faveur des victimes des événements de Paris.

La Catalogne s'est vivement émue des événements de France, et Barcelone est dans un état d'agitation difficile à décrire.

M. Lesseps, consul de France, a adressé à ses concitoyens un avis dans lequel on lit ce passage : « Je n'ai encore reçu ni ordre ni instructions de Paris. Sitôt que j'en aurai reçu, je m'empresse de réunir mes compatriotes, que j'invite à rester calmes et paisibles, et à respecter les lois et les opinions du pays ami dans lequel nous nous trouvons. »

BAVIÈRE.

On écrit de Munich, 10 mars :

« Bien que le manifeste français se ressentisse de la fierté nationale, il ne semble pas de nature à motiver, de la part de notre cour, une démonstration militaire. Quelques diplomates prétendent que le gouvernement prussien, sans tenir compte des assurances pacifiques contenues dans ce document, n'y voit qu'un acte d'annulation des traités de 1815. Mais le manifeste est bien loin de produire cette impression dans la généralité de l'Allemagne, qui ne partage pas les susceptibilités de ses princes. Quant à la Bavière, elle prêterait à la France un appui moral, pourvu que l'agression ne vienne pas de la République. La crainte de servir les intérêts russes est bien plus puissante encore que celle d'être sacrifié à ceux de la France, à laquelle tant de souvenirs se rattachent. »

PRUSSE.

Berlin, 6 mars. — Les troupes sont consignées dans leurs casernes. On répand des brochures révolutionnaires qui s'adressent surtout aux travailleurs. La Bourse est en désarroi. Ni les gardes ni la landwehr n'ont reçu l'ordre de marcher. La révolution qui a éclaté à Neufchâtel n'exercera aucune influence sur la politique de la Prusse. Défense a été faite aux propriétaires des hôtelleries et des lieux publics de permettre chez eux des réunions populaires. Le prince Henri de Prusse, frère du roi, est nommé gouverneur des provinces rhénanes.

ALLEMAGNE.

On écrit de Francfort, le 7 mars :

« Si la paix se maintient, l'introduction du système constitutionnel, dans presque tous les états de la confédération, rapprochera l'Allemagne de la France et nous assurera les sympathies des peuples germaniques ; mais si, au contraire, la guerre vient à éclater, si surtout l'attaque vient de la France, la République sera menacée par le sentiment unanime de la nationalité allemande.

« La cour de Berlin a déclaré, dit-on, que la supposition d'un traité d'alliance défensive entre la Prusse, l'Autriche et la Russie n'avait aucun fondement.

« Quelques membres de la diète ont témoigné, dit-on, le regret de trouver dans la circulaire de M. Lamartine un passage qui annule les traités de 1815. Ils ne remarquent pas assez que cette déclaration est accompagnée d'une restriction rassurante, puisque la France promet de respecter la distribution actuelle des territoires.

« D'ailleurs, tout le monde sait que ces traités n'ont plus qu'une valeur morale, puisque les puissances absolutistes ne les ont pas respectés quand leur intérêt l'exigeait. C'est à cette valeur morale que le manifeste s'adresse ; il la repousse et l'annule. Ce sentiment doit

être partagé par les peuples qui ne demandent qu'à voir respecter leur nationalité et à la rendre indépendante des intérêts des princes. La Révolution française a proclamé la première le principe du respect des nationalités ; c'est elle seule qui peut le faire respecter, et on sait assez combien les princes qui ont fait la carte de l'Europe, en 1815, ont fait bon marché de ce principe. Il ne s'agit donc que de le faire valoir, mais en en transportant la défense aux peuples eux-mêmes. »

Hanau, 9 mars. — L'exaspération des habitants est au comble : on a choisi un comité de vingt-quatre membres, chargé de la direction des affaires.

P. S. L'électeur a cédé : toutes les réformes demandées par la ville de Hanau sont accordées.

Heidelberg, 8 mars. — Le premier numéro d'un journal intitulé *la République* vient de paraître. Il est rédigé par le docteur Frick.

Faits divers.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Toulon, 13 mars 1848, 8 h. 1/2 du matin.

Le commissaire du Gouvernement au ministre de l'intérieur :

« Il m'est impossible de vous rendre l'enthousiasme unanime avec lequel j'ai été reçu ici. Toute la population, venue au-devant de moi, m'a porté pour ainsi dire dans ses bras aux cris de : *Vive la République!* jusqu'à l'hôtel que la ville m'avait offert. Une illumination générale a eu lieu. J'ai envoyé un patriote éprouvé pour organiser Draguignan pendant mon séjour ici. »

— Le 18^e de ligne est entré avant-hier à Paris par la barrière de l'Etoile.

— Avignon, 15 mars 1848, 5 heures du soir.

Le commissaire du Gouvernement dans les Basses-Alpes, au ministre de l'intérieur :

« Je viens de présider un banquet de six cents personnes. J'étais assisté de toutes les autorités civiles et militaires. L'évêque s'y est présenté et a prononcé une allocution très-républicaine.

« Vous recevrez incessamment des détails.

« Le concours de toute la population nous est assuré. »

— Des lettres anonymes pleines d'injures et de menaces ont été adressées à plusieurs bijoutiers du quartier du Mont-de-Piété. Nous ignorons si la façon dont ces commerçants traitent leurs ouvriers mérite ou non le blâme qu'on leur inflige ; mais ce que nous savons parfaitement, c'est que de pareilles questions ne peuvent être résolues par la violence, que les délégués du peuple seront toujours prêts à faire droit à toutes les réclamations justes, à celles de l'ouvrier aussi bien qu'à celles du maître, et qu'enfin la menace anonyme ne doit inspirer que du mépris.

— Hier au soir, des hommes soudoyés par les carlistes ont été arrêtés par la garde nationale mobile et amenés à la préfecture de police.

Aujourd'hui d'autres arrestations ont eu lieu pour la même cause. L'un des individus incarcérés avait sur lui une certaine somme d'argent.

— Le 24 février, parmi les malheureux tombés victimes de la tyrannie de l'ex-roi, il est un nom qui ne doit pas être oublié, c'est celui de Georges Good, Anglais, qui se battait en vrai Français, pour la sainte cause de la liberté des peuples. Il était à la barricade de la rue du Muséum, lors de l'attaque du Château-d'Eau, sur la place du Palais-Royal. Il a été frappé en pleine poitrine d'une balle qui a traversé le poulmon droit. Quelques jours après, il succombait, avec le seul regret, après une si glorieuse victoire, de ne pas mourir Français.

Ces quelques mots à sa mémoire pourront adoucir pour ses amis l'amertume du regret, car ils sauront que la France sait se souvenir des braves qui ont donné pour elles leur sang et leur vie.

(Ami du Peuple.)

— Malgré les importantes mesures prises en faveur de tous les citoyens par le Gouvernement provisoire, malgré l'attachement sincère de la masse des habitants de Paris à la cause de la République, il se passe en ce moment un fait bien déplorable. Les boutiques de changeurs sont encombrées de personnes qui se disposent à quitter la capitale, et le prix de la pièce d'or de 20 fr. est monté aujourd'hui jusqu'à VINGT-DEUX FRANCS !... Il y a lâcheté, disons-le hautement, à fuir dans l'état actuel des choses ! Nous devons tous concourir, selon la mesure de nos forces et de nos moyens, à consolider le nouveau régime que nous venons de fonder.

(L'Estafette.)

— M. Leblanc, contribuable, a versé de suite l'intégralité de ses contributions directes pour 1848, en abandonnant à la nation les trois derniers douzièmes. Ce citoyen a pris, en outre, l'engagement d'aller, à partir du 1^{er} octobre, compléter le versement dû de ses contributions directes, pour les trois mois restant dus. C'est là une excellente et patriotique mesure, que nous recommandons à tous nos concitoyens ; son adoption aurait pour résultat immédiat de rassurer les banques, les capitaux, d'empêcher la dépréciation des effets publics, de tranquilliser les rentiers, et de donner au Gouvernement les moyens de terminer, en 1848 et 1849, les grands travaux d'utilité publique votés dans les précédents budgets ou déjà en voie d'exécution. Nous invitons tous les citoyens à suivre l'exemple de M. Leblanc.

— Les citoyens blessés dans les journées de février qui désirent être soignés aux Tuileries, transformées en hôtel provisoire des invalides civils, adresseront leurs demandes d'admission au conseil médical de l'hôtel, guichet du Pont-National.

— On assure que le Conseil de défense est dans l'intention de demander l'établissement d'un camp de 50,000 hommes, en avant de Dijon. On est encore incertain sur le choix de l'officier-général qui commanderait le rassemblement des troupes ; on désigne cependant déjà le général de division Négrier.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.